

Près de 2 000 habitants sans ambulance à Aïn Zouit

Un médecin et une sage-femme font la navette quotidienne pour assurer les premiers soins aux habitants de la commune de Aïn Zouit, relevant de la daïra d'El-Hadaïek et distante de Skikda de près de 20 km. Et c'est le P/APC, Halladja Mohammed, en personne qui les transporte à bord du véhicule de service.

Arrivés sur les lieux, ces deux femmes font la tournée dans les cinq salles de soins de Aïn Zouit-centre, Oued Moughal, Errihanna, Lemkharat et la Grande-Plage. La situation prévalant dans celle du village principal est la plus préoccupante. Les efforts conjugués de l'APC et du personnel paramédical détaché sur place n'ont pas encore abouti ; lesquels efforts se sont axés sur la tentative de création d'un hôpital de jour, équipé de 4 à 5 lits, pour assurer les urgences. «Il nous faut payer 1 000 DA aux taxieurs clandestins pour le déplacement vers l'hôpital de Skikda, en cas d'urgence. C'est inadmissible», nous rapporte un infirmier. Propos corroborés par quelques citoyens.

En revanche, à la salle de soins de Oued Mouguel, les démarches entreprises conjointement par Saâd Rouana Aziz, ex-infirmier à l'hôpital de Skikda, de l'APC en matière d'équipements médicaux et de l'EPSP, établissement public de santé de proximité, ont été relativement couronnées de succès. La petite salle dispose d'un lit pour les urgences, l'armoire est remplie de médicaments destinés aux premiers soins. «Il nous faut un médecin sur place. Les pouvoirs publics peuvent nous aider à travers la construction d'un logement de fonction, manière de fixer le docteur, de garantir sa disponibilité à longueur de journée et d'éviter le déplacement», déclare le P/APC. Le déplacement est périlleux du fait de la route, étroite et serpentine, reliant Aïn Zouit à Skikda.

Ouvrons une parenthèse ici pour dire qu'elle a été réalisée, selon les dires du P/APC, en 1875 après trois années de travaux. Mais selon le bon usage de la relativité, son état de dégradation n'est pas aussi avancé que celui des routes construites ces dernières années. Aussi, depuis la pose du bitumage il y a de cela 30 années, aucune action digne de ce nom n'a été lancée. Bonne nouvelle comme même, une enveloppe de 27 milliards de cts au titre du PSD a été réservée pour son revêtement sur une longueur de 18 km.

Concernant ce point, le souhait a été formulé de garder le même tracé, mais seulement sur 12 km, «pour que les travaux entrepris évitent la pente, accès très difficile pour la navette des véhicules de transport en commun. Une déviation de 800 m peut être réalisée aux fins de mieux désenclaver notre région», propose le P/APC. L'objectif demeure de permettre un trafic routier important. Depuis des années, des réticences ont été émises par différents acteurs économiques pour des raisons d'éprouvants déplacements et



Photo : DR

de craintes liées aux impératifs sécuritaires. Au sujet du premier point, outre la pénalisation citoyenne, ce sont les entrepreneurs qui en ont pâti. Pour preuve, un projet de 20 logements sociaux OPGI, lancé en 2004, traîne toujours, «l'acheminement des matériaux de construction est très coûteux, les camionneurs exigent jusqu'à 5 000 DA le transport et y en a qui refusent catégoriquement», nous dira un entrepreneur rencontré sur les lieux. Le pourquoi du fait que les entrepreneurs ne disposent pas d'un camion est une autre question.

Le transport en commun demeure déficitaire, «les minibus mettent souvent deux heures de temps pour quitter l'aire de stationnement à Skikda», nous dit un habitant qui se déplace régulièrement entre Skikda et Aïn Zouit. Le deuxième argument est moins convaincant, car la région connaît un déploiement sécuritaire impressionnant. Outre le cantonnement de la garde communale à Oued Mouguel, un autre improvisé sur la cime de la montagne retient l'attention du fait des conditions lamentables dans lesquelles les gardes communaux exercent.

A l'entrée au village, un regroupement des éléments de l'ANP implanté depuis des années. «Son apport est considérable, le village a été épargné des hordes terroristes», témoigne un habitant. D'emblée, on est attiré par les chansons de Mireille Mathieu, chez l'épicier du coin, Laroum Riad. Dans un coin désertique, un peu de nostalgie fait du bien et donne l'impression d'un contre-courant tendancieux ! Une dizaine de logements alignés le long du tronçon dégradé, faisant office d'entrée du village, présentent des fissurations sur les façades, «presque toutes les constructions menacent ruine, plus particulièrement celles de la SAS. Au total, ce sont plus de 200 logements de type individuel et collectif qui ont été recensés par les services

techniques de l'APC de Aïn Zouit. Outre cela, le principal matériau entrant dans la construction est probablement l'amiante. «Notre seule alternative pour le relogement des familles exposées est le logement rural. La commune en a bénéficié de 150 unités, seulement 10 seront construites. Cette situation est induite par deux causes. Le premier, l'incapacité financière déclarée par les bénéficiaires. Au préalable, avant de se voir octroyer les 70 millions de cts, apport déposé par l'Etat, les bénéficiaires devront construire sur leurs propres fonds les fondations, d'où le rejet formulé par 140 bénéficiaires.

Le deuxième, les entraves foncières en vigueur dans la région. Presque toutes les terres appartiennent à des privés. Certes, souvent sollicités les privés se sont montrés disponibles à céder leurs terrains au profit de l'intérêt public, mais on ne peut leur exiger de le faire à chaque occasion.» Ce sont en résumé les propos récoltés çà et là, tenus par les différents responsables de la commune. L'APC a bénéficié à l'instar de toutes les communes du pays d'un programme d'équipement public, comportant un lot de réalisations en voie d'achèvement, telles une bibliothèque (salle de lecture) et une salle de sport. Le projet d'amélioration urbaine traîne toujours. Les PCD sont estimés à 4 milliards de cts, très en dessous du strict minimum pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

La grosse part, soit 2,1 milliards de cts, a été destinée à un projet d'alimentation en eau potable. D'ailleurs, c'est l'une des «victoires» enregistrées durant la décennie. 1,2 milliard de cts ont été alloués à la réalisation d'une canalisation d'AEP, sur une distance de 4 km reliant Oued Bibi à Aïn Zouit.

Le restant de la somme, à savoir 900 millions de cts, a été réservé à la construction d'un château d'eau d'une capacité de 500 m³. La fontaine d'eau,

existant depuis la nuit des temps et qui a de tout temps enregistré un afflux des habitants, sera graduellement délaissée. En perspective, il y a également la réfection de quatre dalots et deux gués à la Grande-Plage, relevant des attributions de l'APC. Aïn Zouit est une commune à vocation agricole, son nom reste liée à la culture de la fraise. On oublie ou on ignore souvent qu'elle est aussi à vocation touristique. Trois des meilleures plages d'Algérie en dépendent.

Outre la grande-plage, dont le camp longtemps loué à Sonatrach a connu un essor indéniable suite à sa location au comité des œuvres sociales de l'APC de Skikda, on compte les noms pas moins célèbres de Oued Bibi et Oued Tanger, toujours interdites à la baignade pour des considérations sécuritaires. D'ailleurs, accrochant une lueur d'espoir à la politique de réconciliation nationale, responsables et habitants de cette région formulent le vœu d'ouverture de la route, sur 6 Km, reliant Oued Bibi à Aïn Zouit. «Cela peut apporter beaucoup sur les plans économique et touristique.

Actuellement, nous nous déplaçons à pied pour superviser les travaux de réalisation de la conduite d'AEP à partir de Oued Bibi», nous dira un fonctionnaire. Aïn Zouit collecte également les éléments d'une charge historique indéniable. Rini, chef cantonnier à Phillipeville durant les années 1930, et dont le nom est indissociable de l'implantation des palmiers à Skikda, et l'une des 100 premières écoles construites en Algérie (baptisée Mohammed Guergour), sont des symboles emblématiques. «J'ai oublié de vous dire qu'on a un fauteuil dentaire, mais pas de dentiste», nous rappelle un infirmier sur le chemin du retour. Venant à la rescousse, le P/APC dira : «Un minibus pour le déplacement du personnel des services techniques de l'APC sera aussi le bienvenu.»

Zaid Zoheir

Le directeur adjoint de la BEA sous mandat de dépôt

Le procureur de la République près le tribunal de Skikda a mis sous mandat de dépôt le directeur adjoint de l'agence BEA des Allées du 20-Août pour le chef d'inculpation de détournement de biens publics.

Deux autres cadres ont été placés sous contrôle judiciaire. L'enquête a été déclenchée à

la faveur d'une lettre anonyme adressée aux services de sécurité et à la direction générale de la BEA. Elle a permis de dévoiler un préjudice financier de l'ordre de 80 millions de dinars. Plusieurs cadres, dont d'anciens directeurs et employés de l'agence, ont été entendus comme témoins dans le cadre de l'instruction. Z. Z.

AÏN-TÉMOUCHENT

JOURNÉE DU SAVOIR 95 élèves récompensés au CEM Meftahi-Slimane

Quatre-vingt-quinze élèves ayant obtenu des félicitations lors du 2° trimestre (soit une moyenne de plus de 15/20) au CEM Meftahi-Slimane ont été récompensés, mercredi après-midi, par des prix et cadeaux symboliques pour leurs efforts fournis durant ce trimestre. L'occasion de la Journée du savoir a été mise à profit par le personnel administratif et pédagogique dudit CEM pour organiser une fête grandiose, qui a vu les élèves de cet établissement présenter des pièces théâtrales dans la langue de Molière et de Shakespeare. Un vrai régal que de voir des bambins exceller dans des textes et des chansons dans des langues étrangères. La cérémonie a également vu l'ex-international de football Meçabih Ali remettre la coupe à l'équipe ou plutôt à la sélection des élèves de la 3° AM de Mohamed Sayad, qui ont remporté le tournoi de football aux dépens de la sélection de la 4° AM de M. Belameïri Abdelkader. A noter que le staff administratif et pédagogique de ce CEM, le plus grand à l'échelle de la wilaya de Aïn-Témouchent en matière d'effectifs (plus de 860 élèves), travaillent dans des conditions difficiles en raison de la vétusté de l'établissement ainsi que la surcharge des classes, ce qui ne les a pas empêchés d'avoir des résultats encourageants. Ils en promettent de meilleurs à l'examen du BEM pour le mois de juin prochain.

S. B.

OUVERTURE DU 7^e SALON NATIONAL DU LIVRE Plus de 20 000 titres exposés

La maison de la culture de la wilaya de Aïn-Témouchent abrite depuis jeudi dernier, et ce, jusqu'au 26 du mois en cours, la 7° édition du Salon national du livre, salon qui se caractérise cette année par le nombre important de maisons d'édition, une vingtaine, venues des quatre coins du pays pour exposer plus de 20 000 titres. Les mordus du livre trouveront à cet effet tous les goûts : livres scolaires, dictionnaires, livres culinaires, d'histoire, religieux et même des livres pour enfants. Une vente-dédicace de certains livres sera organisée lors de cette manifestation culturelle. Selon les organisateurs de ce salon, il y aura une remise sur les prix des ouvrages pour inciter les bibliophiles à acheter des livres.

S. B.

CONCOURS INTER-LYCÉES Le lycée de Oulhaça rafle le 1^{er} prix

L'émission culturelle «Inter-lycées», organisée, cette année, conjointement par la direction de l'éducation et celle de la culture de la wilaya de Aïn-Témouchent, et dont la radio locale assurait la retransmission en direct, a pris fin jeudi dernier, avec la consécration des élèves du lycée technique de Oulhaça. La finale de cette émission culturelle a eu lieu à la bibliothèque Malek-Bennabi de Aïn-Témouchent, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya et d'un grand public.

S. B.

BÉNI-SAF 50 travailleurs de l'éducation honorés

La Journée du savoir a été mise à profit par les responsables de l'éducation de la wilaya afin d'honorer une cinquantaine de travailleurs de ce secteur, entre autres, des inspecteurs de l'éducation, des directeurs d'école et des enseignants retraités qui ont pendant plus de 40 ans inculqué le savoir et la science à plusieurs générations dans la daïra de Béni-Saf. Deux imams ont été également honorés en cette journée du savoir.

S. B.

HAMMAM BOU-HADJAR Remise des clefs de 85 logements

Le chef de l'exécutif a procédé, jeudi dernier, à la remise des clefs aux 85 bénéficiaires de logements sociaux sis à la cité Sorecor. Lesdits logements ont été attribués au mois de février dernier à leurs propriétaires, cependant, pour des motifs de recours réglementaires, leur remise a été retardée. Les logements ont été attribués à leurs propriétaires dans une ambiance de fête, au grand bonheur des bénéficiaires.

S. B.